



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÉGION DE GENDARMERIE AUVERGNE – RHÔNE-ALPES

GENDARMERIE POUR LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

DIVISION ZONALE DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL

BUREAU DE L'IMMOBILIER ET DU LOGEMENT

N° 38 431 du 12.09.2025

RGARA/DZSO/BIL

C.C.T.P. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN AUX 4 LOTS DES CORPS D'ETAT

Remise aux normes des chambres de sûreté, pour garde à vue, selon référentiel des exigences techniques gendarmerie, des trois casernes de gendarmerie à BELLEY (01), PIERRELATTE (26) et ALBERTVILLE (73).

**DOSSIER DE CONSULTATION N°DCE 2025BIL25-09_CHAMBRE-SURETE
MARCHÉ N° 2025-34 à 2025-37**

Maître d'Ouvrage : Région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes.

*Bureau de l'immobilier et du logement
36, Boulevard de l'Ouest
69 580 Sathonay-Camp
Tél : 04 37 85 23 57*

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Général de corps d'armée, commandant la région de Gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes.

Bureau technique :

Section infrastructure

Adjudant chef Rémy TROUILLET

*36, Boulevard de l'Ouest
69580 Sathonay-Camp*

Tél : 04 37 85 23 75

Service des affaires immobilières de l'Ain

*2 rue Colonel A. Beltrame – 01 000 Bourg en Bresse
Tel : 04 74 45 97 30*

Service des affaires immobilières de la Drome

*Avenue Dupré de Loire – 26 000 Valence
Tel : 04 75 82 52 49*

Service des affaires immobilières de la Savoie

28 Rue de Sonnaz – 73 000 Chambéry

Localisation des travaux :

Caserne SIBUET - 9 rue Mante – 01300 BELLEY

Caserne de gendarmerie - 1 Place de la Poste - 26700 PIERRELATTE

Caserne de gendarmerie - 70 Avenue des Chasseurs-Alpins - 73200 ALBERTVILLE

ARTICLE I – PRÉSENTATION DU MARCHÉ	P.03
1.1 – Objet du marché	P.03
1.2 – Tranches et phases d'exécution des travaux	P.03
ARTICLE II – DOCUMENTS GÉNÉRAUX	P.03
2.1 – Documents techniques applicables au marché	P.03
2.2 – Documents joints au marché	P.03
2.3 – Pièces à fournir par le titulaire du marché	P.03
ARTICLE III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	P.03
3.1 – Reconnaissance des lieux	P.03
3.2 – Responsabilité de l'entrepreneur	P.04
3.3 – Hygiène et sécurité sur le chantier	P.04
3.3.1 – Protection aux chutes	P.04
3.3.1.1– Échafaudage	P.04
3.3.2 – Moyen de levage et de manutention	P.04
3.3.3 – Prévention contre l'incendie	P.05
3.3.4 – Mise en œuvre de sources de chaleur	P.05
3.4 – Qualité des matériaux et matériels	P.05
3.5 – Réception des matériaux, matériels, et fournitures diverses	P.05
3.6 – Autorisation Administrative d'accès à la caserne	P.05
3.7 – Réception des ouvrages	P.05
3.8 – Nettoyage de chantier, respect de l'environnement & tri des déchets Dématérialisation des BSD	P.05
ARTICLE IV – DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES	P.07
4.1 – Consistance générale des travaux	P.08
4.1.1 – Prescriptions techniques – Documents de références	P.08
4.1.2 – Prescriptions générales concernant la conduite des travaux	P.09
4.1.3 – Contrôles	P.09
4.1.4 – Documents à fournir par l'entrepreneur	P.09
4.1.5 – Travaux de mise en sécurité	P.09
4.1.6 – Protection et sauvegarde des existants conservés	P.09
4.1.7 – Exigences à prendre en compte – Sensibilisation- Sécurité	P.10
4.1.8 – Présentation de l'offre	P.10
4.2 – LOT 1 : Maçonnerie – Peinture	P.09
4.3 – LOT 2 : Plomberie	P.10
4.4 – LOT 3 : Électricité	P.12
4.5 – LOT 4 : Menuiserie	P.12
4.6 – Réception	P.12

ANNEXE I AU CCTP : Référentiel d'exigences soumis à engagement de confidentialité

ARTICLE I – PRÉSENTATION DU MARCHÉ

1.1 – Objet du marché

Dans le cadre des opérations de maintenance courante, la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes prévoit une opération à exécuter sur trois casernes de gendarmerie à BELLEY (01), PIERRE-LATTE (26) et ALBERTVILLE (73). Le présent CCTP a pour objet de définir la nature des fournitures et la consistance des travaux relatifs à la mise en conformité des chambres de sûreté de ces casernes.

1.2 – Tranches et phases d'exécution des travaux

Les travaux nécessaires font l'objet du marché suivant à plusieurs lots techniques selon l'activité sectorielle du bâtiment, en conséquence par corps d'état. L'offre des candidats par lot intègre les 3 sites géographiques gendarmerie.

ARTICLE II – DOCUMENTS GÉNÉRAUX

2.1 – Documents techniques applicables au marché

- Le CCAP du marché ;
- Le présent CCTP ;
- le référentiel des besoins gendarmerie relatif aux chambres de sûreté(annexe I du CCTP) – code fiche FL-e.p.j_c.s ;
- les documents énoncés dans l'article 9 du CCAP.

2.2 – Documents joints au CCTP

- Plan de situation ; soumis à engagement de confidentialité fourni au DCE ;
- extrait plan de niveau ; soumis à engagement de confidentialité fourni au DCE ;
- le référentiel des besoins gendarmerie relatif aux chambres de sûreté – code fiche FL-e.p.j_c.s, soumis à engagement de confidentialité fourni au DCE.

2.3 – Pièces à fournir par le titulaire du marché

En application de l'article 9 du CCAP les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché.

Avant tout début des travaux, l'entrepreneur fournira au visa du maître d'œuvre :

- Plan d'hygiène et de sécurité pour le chantier,
- les fiches techniques des matériels et matériaux à mettre en place,
- le plan d'installation de chantier,
- le calendrier d'exécution,
- les mesures de protection pour les personnels,
- les contrats d'assurances.

Le candidat établira un mémoire technique permettant de compléter le bordereau de prix annexé au dossier de consultation du présent marché.

ARTICLE III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

3.1 – Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur déposant une offre devra se rendre obligatoirement sur site afin de définir l'étendue des prestations à prévoir. L'offre de l'entreprise sera donc contractuellement réputée avoir tenu compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux, accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur sera réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur devra envisager, dans son offre, la gêne normale apportée par les occupants et les tiers pendant la durée de leur intervention.

Chaque site concerné par le marché intègre deux (2) chambres de sureté

Une éventuelle mise à disposition de l'entreprise d'un local ou d'une aire extérieure n'engagera en aucune façon la responsabilité du maître d'œuvre tant pour les dégradations qui adviendraient envers les lieux utilisés qu'en ce qui concernerait les détériorations ou disparitions envers les approvisionnements appartenant à l'entreprise.

En tout état de cause, les lieux dégradés seraient à remettre en leur état initial aux frais de l'entreprise responsable.

3.2 – Responsabilité de l'entrepreneur

Il appartient à l'entrepreneur d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global soient calculés en tenant compte des dispositifs, caractéristiques du matériel, des difficultés d'exécution et impératifs du maître d'ouvrage, normes en vigueur, etc.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeure seul responsable de tous les dommages ou les accidents causés à des tiers lors ou par suite de l'exécution des travaux résultant soit de son propre fait, soit de son personnel, soit de ses éventuels sous traitants.

3.3 – Hygiène et sécurité sur le chantier

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions réglementaires définies à l'article 31.4 du CCAG, pour l'institution de toutes les mesures d'ordre de sécurité à éviter des dommages et accidents à l'égard de son personnel et des tiers.

L'entrepreneur devra se conformer, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du chantier, aux obligations imposées par la réglementation en vigueur à ce sujet.

Il tiendra compte des prescriptions formulées au sein du plan de prévention établi avec le maître d'œuvre avant tout début de chantier.

Toutes les précautions seront prises afin d'éviter tout risque d'accident tant matériel que corporel.

Les mesures de sécurité réglementaires seront exigées et les zones de travaux seront délimitées.

L'entreprise sera tenue de respecter les consignes de sécurité propres à chacune des casernes de gendarmerie. À ce titre, celle-ci se rapprochera des responsables du service des affaires immobilières local et du commandant des trois casernes de gendarmerie à BELLEY (01), PIERRELATTE (26) et ALBERTVILLE (73) afin de prendre connaissance du règlement intérieur et des consignes incendie de la caserne.

Le stockage du matériel devra être clos par les soins de l'entreprise et l'emplacement sera déterminé en accord avec le représentant de la cellule pilotage et programmation zonale du bureau technique.

En cas d'installation d'une benne d'évacuation de déchets, celle-ci sera délimitée et bâchée à l'issue de chaque journée de travail empêchant tout accès et dépôt sauvage.

3.3.1 – Protection aux chutes

À prévoir par tout moyen approprié pendant toute la durée des travaux.

3.3.1.1 – Échafaudage

L'entrepreneur comprendra dans ses prestations tous les échafaudages et ouvrages de protections nécessaires à l'exécution de ses travaux.

3.3.2 – Moyen de levage et de manutention

Le titulaire a, à sa charge tous les moyens de levage et de manutention à mettre en place sur le site.

Tous les engins de levage, de manutention, de transport devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Il appartiendra au titulaire de communiquer au maître d'ouvrage, les procès verbaux de contrôle de ces engins et de justifier des contrats d'assurance et notices d'entretien en cours de validité.

Les engins seront d'un type évitant les nuisances (bruits, poussières, hydrocarbures, etc.).

Chaque personne amenée à piloter ces engins devra être en possession de l'habilitation requise.

Le titulaire utilisera les moyens spécifiques adaptés à la nature du matériel transporté et devra prendre en compte les voies d'accès avant la remise de son offre.

3.3.3 – Prévention contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie et comportant la présence obligatoire sur le chantier :

- D'un extincteur à mousse de poids efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels ou véhicules employés.
- D'un extincteur à eau pulvérisée 9 litres avec additif sur chacun des véhicules à moteur thermique de son entreprise et / ou relevant de sa responsabilité.
- Enfin, il devra désigner par chantier un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

3.3.4 – Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au maître d'œuvre d'un permis feu indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du maître d'œuvre.

3.4 – Qualité des matériaux et matériels

La qualité des matériaux et matériels devra satisfaire aux conditions techniques énoncées au sein des normes françaises correspondantes à ces matériaux. Les matériaux non traditionnels devront avoir reçu l'agrément du CSTB et seront présentés au maître d'œuvre pour acceptation.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire des essais et des contrôles de l'exécution de la prestation et des fournitures.

3.5 – Réception des matériaux, matériels, et fournitures diverses

Les matériaux, matériels et fournitures diverses mis en œuvre devront correspondre aux descriptifs définis au sein de l'Article IV du présent CCTP. Ceux qui seraient fournis et utilisés sans cet agrément pourront être refusés.

3.6 – Autorisation administrative d'accès à la caserne

Au cours de la phase de préparation, le titulaire du marché se rapprochera de chaque commandant de caserne pour la délivrance des autorisations d'accès du personnel de l'entreprise au sein des casernes.

Un plan de prévention définissant les modalités d'accès de façon exhaustive sera établi entre le commandant de caserne, le maître d'œuvre et l'entreprise, titulaire du marché avant le démarrage du chantier.

3.7 – Réception des ouvrages

Les travaux, ouvrages et équipements présentant des défauts d'exécution, qui ne seraient pas conformes aux règles de l'art ou qui ne répondraient pas aux prescriptions énoncées dans le dossier ou ce CCTP, seront refaits par l'entrepreneur, à ses frais exclusifs, dans les délais fixés par le maître d'œuvre et consignés sur le Procès-Verbal de réception de travaux.

La réception après achèvement des travaux est réalisée par lots et par site, par dérogation au CCAG, la réception partielle pour une partie des ouvrages (par site) exécutés à l'intérieur d'un lot est autorisée et sera fixée par document de réception formulaire marché.

3.8 – Nettoyage de chantier, respect de l'environnement & tri des déchets Dématérialisation des BSD

Tout titulaire d'un corps d'état a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

L'entrepreneur devra toujours maintenir le chantier dans un état de propreté impeccable. Il prendra toutes les précautions nécessaires pour protéger les ouvrages mis en place. Au cas où il n'aurait pas procédé au nettoyage du chantier et à l'évacuation des gravats, ces prestations seraient confiées à une entreprise aux frais du corps de métier défaillant. Tous les bris et dégâts occasionnés par des tiers non identifiés et constatés avant la réception des travaux seront imputés au compte prorata auquel participeront toutes les entreprises titulaires d'un marché.

Il conviendra de se référer aux plans départementaux de traitement et de stockage des déchets pour les déchets courants (inertes ou DIB) et aux plans régionaux pour les déchets dangereux (DIS).

Les bordereaux d'élimination des déchets devront être transmis obligatoirement au maître d'œuvre.

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries. Tous les déchets seront évacués immédiatement par le titulaire, il n'y aura donc pas de stockage sur site. Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de 4 semaines.

Pendant le chantier, l'entrepreneur évitera de mélanger les déchets suivants :

Déchets dangereux, déchets non dangereux et non inertes (les déchets industriels banals), emballages, déchets inertes.

L'entreprise aura la propriété des produits venant de ses propres démolitions. Elle prendra toutes les dispositions pour éliminer ses déchets en respectant la nouvelle réglementation concernant l'élimination des déchets, en vigueur depuis le 1er juillet 2002 (loi n° 92-646). Tous les déchets doivent être dans la mesure du possible recyclés ou retraités, seuls les déchets ultimes pourront être envoyés dans une décharge.

TRACKDECHETS

Réglementation

Guide et recommandation T-2000 relative à la gestion des déchets de chantier. Le titulaire exécutera sa gestion de déchets conformément à son SHOD (schéma d'organisation et de gestion des déchets), remis dans le mémoire technique, de son offre.

Les objectifs fixés de la bonne gestion des déchets sont les suivants :

- Préserver l'environnement avec le recyclage, limitant la pollution.
- Réaliser des économies pour le chantier.
- Réduire les nuisances du chantier
- Améliorer les conditions de travail sur le chantier.
- Le tri des déchets par catégorie et leur type d'élimination par filière agréée
- La valorisation des déchets non dangereux.
- La prise en compte de l'économie circulaire avec réemploi des matériaux de travaux, ou des matières premières recyclées.

Dématérialisation de la traçabilité des déchets sur la plateforme TRACKDECHETS

Par décret n° 2021-321, Plateforme numérique, TRACKDECHETS est un service public numérique gratuit, du Ministère de la Transition Ecologique, qui interconnecte tous les acteurs de la chaîne déchets pour dématérialiser la traçabilité de bout en bout. du Ministère de la Transition Ecologique, obligatoire par les acteurs concernés par la traçabilité des déchets dangereux (producteurs et professionnels) depuis le 1^{er} janvier 2022. Le site internet de la plateforme TRACKDECHETS est disponible à L'URL suivante : <https://trackdechets.beta.gouv.fr> . Le titulaire doit disposer d'un compte ou à défaut en faire la création. L'administration gendarmerie est authentifiée et inscrite sous le nom RÉGION DE GENDARMERIE DE RHONE-ALPES- siret 157000340000032-NAF7150- en tant que producteur de déchets.

Le titulaire veillera au nettoyage des lieux et de ses ouvrages réalisés sur le chantier. Il doit tenir compte des recommandations des fournisseurs quant aux produits à employer afin d'éviter toute détérioration.

Tout titulaire d'un corps d'état a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

L'entrepreneur titulaire doit toujours maintenir le chantier dans un état de propreté impeccable. Il prendra toutes précautions nécessaires pour protéger les ouvrages mis en place. Au cas où il n'aurait pas procédé au nettoyage du chantier et à l'évacuation des gravats, ces prestations seraient confiées à une entreprise aux frais du corps du titulaire, ne respectant pas son obligation. Tous les bris et dégâts occasionnés par des tiers non identifiés et constatés avant la

réception des travaux seront imputés aux frais du titulaire d'un marché.

Il conviendra de se référer aux plans départementaux de traitement et de stockage des déchets pour les déchets courants (inertes ou DIB) et aux plans régionaux pour les déchets dangereux (DIS).

Les bordereaux d'élimination des déchets sont dématérialisés sur la plateforme numérique obligatoire TRACKDECHETS.

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. Le titulaire s'engage à saisir à chaque élimination, par type de déchets, les bsd réglementaires dématérialisés.

Pendant le chantier, l'entrepreneur évitera de mélanger les déchets dangereux, non dangereux et non inertes (les déchets industriels banals), emballages et déchets inertes.

L'entreprise aura la propriété des produits venant de ses propres démolitions.

Elle prendra toutes les dispositions pour éliminer ses déchets en respectant la nouvelle réglementation concernant l'élimination des déchets, en vigueur depuis le 1er juillet 2002 (loi n° 92-646). Tous les déchets doivent être dans la mesure du possible recyclés ou retraités, seuls les déchets ultimes pourront être envoyés dans une décharge.

ARTICLE IV – DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES

Préambule

Le présent CCTP n'a pas de caractère limitatif mais comprend néanmoins implicitement l'ensemble des travaux décrits ou non, nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art.

Toutes les dimensions et côtes données dans le présent CCTP ou bordereau de prix annexé ne le sont qu'à titre indicatif.

Avant toute action ou proposition, chaque entreprise concernée devra impérativement faire son propre relevé de mesures sur site.

Toutes les références de modèles et de marques citées au présent CCTP ne le sont qu'à titre indicatif, afin de situer la qualité esthétique et les performances techniques de ce qui est demandé.

Tout matériel ou matériau de marque réputée, de qualité technique, de performance ou d'esthétique équivalente à celui cité sera admis à la condition que mention en ait été faite dans la remise de l'offre et qu'il soit accompagné d'une fiche technique.

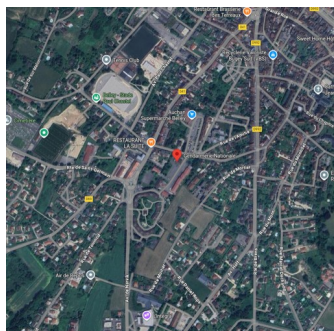
L'entrepreneur demeure responsable de la prévision des moyens nécessaires au parfait achèvement de cette opération, dans les délais et planning impartis. L'entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux listés ci-dessous.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer de l'imprécision des pièces fournies ou d'omissions pour refuser dans le cadre de son marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses travaux.

Localisation géographique

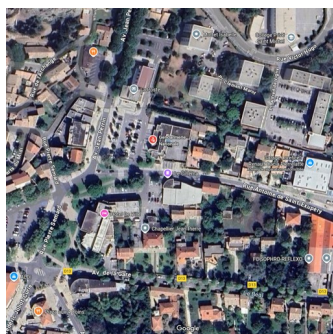
Caserne SIBUET

9 rue Mante
01 300 BELLEY



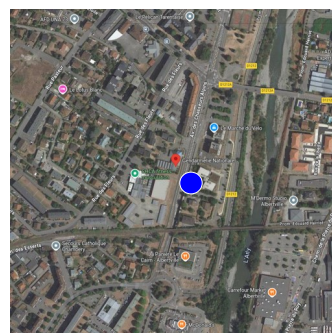
Caserne de gendarmerie

1 Place de la Poste
26 700 PIERRELATTE



Caserne de gendarmerie

70 Avenue des Chasseurs-Alpins
73 200 ALBERTVILLE



Unités employées pour le CCTP ou le DPGF

« heure de main d'œuvre » pour la réalisation des prestations.

« quantité unitaire » pour les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations.

4.1 – Consistance générale des travaux

L'opération de travaux prévue pour les deux (2) chambres de sûreté pour les trois casernes comprend tous les équipements et travaux nécessaires :

- à la mise en sécurité du site avant travaux y compris balisage et signalisation ;
- à l'installation des postes de travail ;
- aux transports, approvisionnements et évacuations ;
- les travaux de démolition ;
- les travaux préparatoires, dépose et évacuation des appareils sanitaires ;
- les travaux d'isolation ;
- les travaux de maçonnerie ;
- les travaux de menuiseries intérieures ;
- les travaux de plomberie et de chauffage ;
- les travaux d'électricité ;
- les essais et contrôles ;
- au nettoyage du chantier et la remise en état d'un environnement propre ;
- à la fourniture de tous documents, notes de calcul, schémas et plans nécessaires à la réalisation ;
- à la fourniture d'un dossier des ouvrages exécutés sous 3 exemplaires.

4.1.1 – Prescriptions techniques – Documents de références

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre au minimum aux exigences et prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants à la date de signature de l'acte d'engagement par l'entrepreneur et notamment :

- les Documents Techniques Unifiés (DTU) applicables à chaque corps d'état
- les Normes Françaises homologuées ;
- le règlement du Code du Travail, hygiène et sécurité suivant recueil du Journal Officiel ;
- les cahiers du C.S.T.B ;
- les recommandations ou exigences des fabricants, des divers matériaux et accessoires utilisés ;

- les codes et règlements en vigueur ;
- les règlements incendies ;
- le référentiel des besoins gendarmerie relatif aux chambres de sûreté – code fiche FL-e.p.j_c.s.

4.1.2 – Prescriptions générales concernant la conduite des travaux

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'entrepreneur devra demander tout renseignement utile au maître d'œuvre avec lequel il devra rester en contact étroit durant toute la durée des travaux.

L'entrepreneur sera tenu d'obtenir sur place, tous les renseignements nécessaires à l'installation du chantier (tels que voies d'accès) et présentera toutes les sujétions pour travaux en hauteur ou difficilement accessibles nécessaires.

Un planning de chantier sera établi avec les représentants du bureau technique.

Les équipements détériorés pendant l'exécution des travaux seront remplacés par des éléments neufs, de mêmes caractéristiques, aux frais de l'entrepreneur.

Si les travaux nécessitent l'interruption de la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, etc ... l'entrepreneur sera tenu d'indiquer aux commandants de casernes concernées et au bureau technique la date et la durée des travaux correspondant.

Il sera responsable de tous les dommages consécutifs à l'exécution des travaux et des éventuels accidents qui pourraient arriver sur les voies publiques et sur le chantier de son fait.

L'entrepreneur prendra également à ses frais et sous sa responsabilité, toute précaution utile pour assurer la sécurité des usagers des voies publiques et des chaussées de desserte, ainsi que la signalisation et l'éclairage du chantier.

4.1.3 – Contrôles

En cours de travaux, chaque fois que cela sera nécessaire et à la fin des travaux, le maître d'œuvre ou son représentant qualifié procédera aux opérations de contrôle en vue de la réception en présence de l'entrepreneur ou de son représentant. Les essais feront l'objet de PV signés conjointement entre l'entreprise et le bureau technique.

4.1.4 – Documents à fournir par l'entrepreneur

L'entreprise a, à sa charge, la transmission des fiches techniques des matériels et produits installés et la fourniture d'un DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) en 3 exemplaires à l'intention de la section infrastructure du bureau immobilier et du logement.

4.1.5 – Travaux de mise en sécurité

L'entreprise a, à sa charge, la mise en sécurité du chantier qui comprendra notamment :

- la fourniture du plan d'installation de chantier,
- la délimitation des zones de travaux dès le début du chantier et durant toute la durée des travaux par mise en place d'un balisage et d'une signalétique adaptée,
- la délimitation de la zone de stockage et de déchets.

Un plan de prévention sera réalisé par la section infrastructure de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes et sera transmis au titulaire du marché préalablement à l'ouverture du chantier.

4.1.6 – Protection et sauvegarde des existants conservés

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes les précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration des existants conservés. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet et des protections à mettre en œuvre.

Lors des travaux de démolitions ou autres dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes les mesures pour éviter la propagation de ces poussières par mise en place d'écrans et par emploi d'aspirateurs si nécessaires.

Le maître d'œuvre se réserve le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protections complémentaires.

4.1.7 – Exigences à prendre en compte – Sensibilisation – Sécurité

L'aménagement intérieur doit éviter tout ce qui peut permettre à l'occupant de la chambre :

- Porter atteinte à son intégrité (aucune canalisation ne doit passer dans la chambre, pas d'angle vif, aucun appareillage ne doit faire saillie ou être préhensible et/ou pouvoir être arraché...) ;
- se soustraire à la surveillance directe du personnel.
- Pour la conception et l'organisation interne de la chambre, le positionnement et le sens d'ouverture de la porte, l'emplacement du panneau de verre, du judas, du bat-flanc et du WC, il y aura lieu de se référer aux schémas de principe fournis en annexe du présent CCTP.

4.1.8 – Présentation de l'offre

L'entrepreneur doit présenter :

les prix renseignés dans les DPGF par lots sont mixtes (forfait et unitaire) intégrant les deux (2) chambres de sûreté par caserne de gendarmerie

- Un bordereau quantitatif estimatif détaillé. Les postes ayant été oubliés dans le cadre proposé devront être mentionnés séparément,
- la marque, le type et les caractéristiques de tous les matériaux et produits qu'il préconise avec les fiches techniques afférentes insérées au mémoire technique,
- un planning sommaire prévisionnel des travaux,
- un état des erreurs ou omissions relevées sur le CCTP et modifications éventuelles contenues dans la proposition.

4.2 – LOT 1 : Maçonnerie – Peinture

Ce lot comprend deux (2) chambres de sûreté par site géographique

L'entrepreneur devra :

- la mise en place d'une chape anhydrite permettant la pose d'un chauffage électrique au sol avec angles saillants arrondis (R : 0,05m) comprenant un adjuvant anti-poussière ou revêtu d'une peinture à base de résine époxydique et réalisation d'une pente générale de 1% au niveau du seuil permettant la ventilation naturelle des cellules et l'évacuation des eaux de lavage vers les WC (réservation pour WC) ;
- Le bat-flanc à réaliser dans un angle de la chambre (cf. schémas de principe de la réalisation de la fiche FL-e.p.j_c.s), composé d'un muret en maçonnerie surmontée d'une dalle en béton, l'ensemble ayant un aspect lisse et les angles saillants (arêtes horizontales et verticales) seront arrondis (R : 5 cm) - Dimensions : 2m de long, 0,70m de profondeur et 0,30m de hauteur (dimension à respecter sur sol fini) ;
- Reprise des linteaux et des jambages arrondi sur maçonnerie pour permettre la pose de nouvelles portes aux normes en vigueur. Le titulaire prendra en compte la hauteur de sol fini (après réalisation de la chape) et les dimensions des portes pour cette opération ;
- la réalisation dans la maçonnerie, en continuité de la porte, d'un judas d'une visibilité de 400 cm² (20 cm*20 cm) minimum, selon le descriptif de la fiche FL-e.p.j_c.s ;
- le décalage de niveau au sol sera absorbé par une marche d'accès à l'extérieur de la chambre de sûreté et comprendra un marquage spécifique ;
- la réalisation d'un muret d'occultation du WC, selon le descriptif de la fiche FL-e.p.j_c.s, dans la chambre de sûreté en béton armé de 15 cm d'épaisseur (ferraillage repris avec le mur perpendiculaire) de 0,7 m de hauteur. Les angles du muret seront arrondis (r : 15 cm et r : 5 cm pour les angles latéraux). L'ensemble sera placé à 10 cm de la cuvette ;
- lessiver et préparer les supports avant mise en peinture. Les murs et plafonds devront avoir une finition sans aspérité ;
- mettre en peinture les plafonds et les murs par applications de deux couches de peinture acrylique de propreté de couleur claire ;

- peindre le sol à l'aide d'une résine époxy à très haute adhérence. Une pente de 1 % ramènera les eaux de lavage vers le WC à la turque ;
- réaliser une signalétique en peinture routière jaune/noire sur la marche d'accès à la cellule y compris masticage et balisage.

/!\ Particularité de la caserne de PIERRELATTE - Création d'un éclairage naturel :

- création d'une ouverture entre la cellule et le mur extérieur pour réaliser d'un panneau en briques de verre 1,32m de long par 0,41m de hauteur renforcé par un meneau en BA. Le haut du panneau sera placé en affleurement du plafond et au maximum à 10 cm de ce dernier.
- Le panneau comprend 2 rangées de 2 fois 3 briques (19*19 cm). Il sera scellé au mur par de pattes de scellement (ou des fers raidisseurs).
- Il est protégé en façade extérieure par des barreaux (diamètre 15mm) verticaux placés tous les 10 cm.

4.3 – LOT 2 : Plomberie

Ce lot comprend deux (2) chambres de sûreté par site géographique

L'entrepreneur aura à sa charge :

- la dépose des équipements sanitaires existants ;
- la fourniture et la pose d'une cuvette de wc à la turque en acier inoxydable, répondant aux prescriptions de la fiche FL-e.p.j_c.s ;
- Le W-C d'un encombrement de 700mm x 700mm, 700mm x 600mm, sera livré prêt à sceller au sol, avec un tuyau d'arrivée des eaux d'un diamètre de 32mm extérieur, de longueur 300 mm, ainsi qu'un orifice d'évacuation de diamètre 100mm et de longueur à déterminer. Il sera exempt d'arête coupante ;
 - il sera encastré et scellé dans une forme en béton préparée à l'avance pour épouser la forme de la cuvette (pas de trémie, dalle ferrailée) ;
 - les bords supérieurs du périmètre de l'appareil seront impérativement raccordés d'une façon jointive au sol fini en évitant les différences de niveaux avec ce dernier ;
 - il sera relié par un siphon au réseau général d'évacuation des eaux, vannes en sous-sol (pas de tinette visitable), l'étanchéité sera soignée entre la dalle et la cuvette ;
 - la chasse d'eau sera avec effet d'eau (1 à 2 sortie), commandée de l'extérieur de la chambre. Les tuyaux passeront eux à l'extérieur de la chambre ; Rendre solidaire et indémontable la buse de rinçage si cette pièce est rapportée ;
 - la commande de la chasse placée à 1, 30 m du sol et dans l'axe du WC, en traversée de cloison avec bouton poussoir anti-vandalisme. La commande sera insérée dans le mur de façon que le bouton poussoir soit en affleurement au nu du mur ; la réservation devra être ajustée pour épouser le contour du bouton poussoir.
 - La pose d'un robinet de coupure sur l'alimentation d'eau coté couloir.

L'entrepreneur pourra consulter les fournisseurs suivants qui proposent les cuvettes de WC agréées par la gendarmerie :

- **"SEDA"** (référence 020136 COM) 20 Quarter rue Schnapper 78105 SAINT-GERMAIN EN LAYE cedex Tel : 0 178 946 488 - Fax : 0 139 217 832 – www.seda-france.com – courrier : info@seda-france.com ;
- **"FRANKE B linex"** (référence WTU172) 54 rue de Brignais – CD 42 – 69 630 CHAPONOST Tel : 04 78 56 33 33 - Fax 04 78 56 17 51 – www.franke-WS.com – ws.fr@franke.com ;
- **"SERINOX"** Route de St Marguerite -. BP 70 – 63 307 THIERS cedex Tel : 04 73 80 22 01 - Fax 04 73 80 72 85 ;
- **"SENS TOLERIE"** (référence IM284) 2 rue des Cyprès – 37 240 BOSSÉE Tel : 02 47 92 23 31 – Fax : 02 47 92 84 71 (Faire souder têtes de projection après réglage).

4.4 – LOT 3 : Électricité

Ce lot comprend deux (2) chambres de sûreté par site géographique

L'entrepreneur aura à sa charge :

- l'enlèvement et la neutralisation des installations électriques des deux chambres de sûreté actuelles ;
- La fourniture et pose d'un éclairage encastré dans le mur donnant dans le couloir, placé en partie haute (à mi-hauteur entre la porte et le plafond dans l'axe de la pièce (cf détail du schéma de principe joint avec la fiche FL-e.p.j_c.s). L'offre comprendra tout raccordement, au TGBT et les essais ;
- La fourniture et la pose d'un bouton d'appel type coup de poing ou similaire, anti effraction. Il sera placé dans une réservation réalisée dans le mur en dessous du judas optique (à 1,30 m du sol) et fixé sur un châssis de façon que le poussoir soit en affleurement au nu de mur intérieur. La réservation coté chambre est ajustée pour épouser le contour du bouton poussoir (1 à 2mm de vide entre les deux). Le réarmement se fera par une clef. Prévoir à l'extérieur de la chambre un interrupteur permettant d'alimenter ou non le bouton d'appel en énergie. L'alimentation sera en basse tension. Prévoir l'installation d'une sirène, placée dans le couloir au plus près du local planton. L'offre comprendra tout raccordement, au TGBT et les essais ;
- la fourniture et pose d'un extracteur individuel en extérieur non accessible depuis la chambre de sûreté et protégé par deux plaques métalliques perforées avec trous en quinconce (cf détail du schéma de principe joint avec la fiche FL-e.p.j_c.s) ; L'offre comprendra tout raccordement, mise en service et essai. La commande sera positionnée à l'extérieur de la chambre et raccordée au TGBT ;
- la fourniture et pose d'un système de chauffage au sol électrique par câble chauffant posé sur isolant et déflecteur de chaleur noyé dans la chape et assurant une température minimale de 18°C. Un thermostat sera à positionner à l'extérieur de la chambre ;
- la création d'un départ spécifique avec protection 20A y compris goulotte de distribution, perçement pour raccordement au sein du TGBT.

4.5 – LOT 4 : Menuiseries

Ce lot comprend deux (2) chambres de sûreté par site géographique

L'entrepreneur sera chargé :

- de déposer les deux portes existantes ;
- de mettre en place la porte d'accès y compris serrurerie type « santé », répondant aux prescriptions de la fiche FL-e.p.j_c.s :
 - ouverture de la porte vers l'extérieur et elle se situera de manière à ce que le personnel de la gendarmerie puisse voir toute la pièce dès l'entrebâillement de la porte ;
 - angles saillants de l'ébrasement de la porte arrondis (r : 5 cm) ;
 - porte spécifique (2,040/0,83m) bâti en tôle acier 25/10ème, forme de 12 plis et destiné à recevoir des cloisons de 150 mm, avec réservation pour pêne de serrure 5 points par support acier 20/10ème pour éviter toute coulure de béton ;
 - la porte sera réalisée suivant le descriptif détaillé dans la fiche FL-e.p.j_c.s ;
 - la porte sera fixée à l'aide de 10 pattes de scellement en acier ;
 - la basse de seuil sera soudée.
- de la création d'une ventilation basse réalisée par le d'étalement de 20 mm de la porte.

4.6 – Réception

Si les travaux ou les ouvrages n'étaient pas conformes aux prescriptions énoncées au présent CCTP ou non exécutés dans les règles de l'art, le maître d'œuvre pourra refuser la réception des ouvrages

aussi longtemps qu'il n'aura pas été remédié aux réserves constatées. Les travaux seront alors refaits par l'entrepreneur, à ses frais exclusifs, dans les délais fixés par le maître d'œuvre et consignés sur le procès-verbal de réception de travaux.

Un défaut d'isolement constaté à la mise sous tension d'un câble entraînera le remplacement aux frais de l'entrepreneur.

La réception des travaux sera faite conjointement par le maître d'œuvre et/ou l'assistant maître d'ouvrage et l'entrepreneur. Elle donnera lieu à procès-verbal réglementaire selon le formulaire marché.

Aucune facturation liée au solde ne pourra être établie sans réalisation au préalable d'une réception de travaux partielle ou définitive.

la réception après achèvement des travaux est réalisée par lots et par site, par dérogation au CCAG, la réception partielle par lot et par site est autorisée.

Signé en Original

détenu par le bureau de l'immobilier et du logement